

# Le quota de femmes est loin d'être atteint

Jean-Claude Juncker est mal embarqué. Le futur président de la Commission européenne a reçu une contrainte (de taille !) pour former son équipe : avoir au minimum neuf commissaires femmes. Or, jusqu'à présent, il n'en a qu'une.

La contrainte lui vient notamment du Parlement européen (PE). Martin Schulz, président du PE, a déclaré milieu du mois qu'une « *équipe essentiellement masculine n'a aucune chance d'être élue par le Parlement* ». Le PE exige qu'il y ait autant de femmes commissaires que sous la Commission Barroso II, soit 9.

Mais la contrainte lui vient également de... lui-même. Lors de sa campagne, il avait promis de rassembler 40 % de femmes dans son équipe, soit 11.

Pour le moment, seule la République Tchèque a officiellement désigné une candidate. Il s'agit de Vera Jourova, ministre libérale chargée du Développement local. Deux autres noms de femmes circulent, sans aucune confirmation : celui de Kristalina Gerogiva (la commissaire sortante de la Bulgarie) et celui de Cecilia Malmström (la commissaire sortante de la Suède). En-

fin, l'équipe de Jean-Claude Juncker signale que le Luxembourgeois compterait sur deux autres candidates, taisant les noms.

Qui se cache là derrière ? Potentiellement Marianne Thyssen

(voir ci-dessus), fréquemment citée pour le poste et dans les petits papiers de Jean-Claude Juncker. Par contre, il ne s'agit probablement pas de Federica Mogherini. La ministre italienne des Affaires étrangères serait grillée depuis le dernier sommet européen. Le 16 juillet dernier, les 28 chefs d'Etat s'étaient rassemblés à Bruxelles

pour attribuer les hauts postes européens. Alors que Federica Mogherini partait favorite pour la fonction de Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères, les pays baltes ont fait blocage à sa candidature. Depuis, son nom a presque disparu des pronostics. D'après les rumeurs, Massimo D'Alema (ex-ministre des Affaires étrangères) serait dorénavant le candidat commissaire de l'Italie.

Si l'on fait les comptes, on arrive donc à cinq femmes. Nettement en dessous des neuf commissaires attendues par le PE...

Cependant, les jeux sont encore ouverts. Une source proche des négociations nous glissait hier que certains pays, parmi ceux qui ont déjà présenté leur candidat(e),

seraient en train de reconsidérer leur proposition.

Tentative d'explication à cette marche arrière : Jean-Claude Juncker a promis d'accorder des portefeuilles importants aux Etats membres qui choisiraient une femme. Or, la taille et la nature des portefeuilles ont toutes leur importance dans les négociations européennes...

Parmi les gros dossiers (forcément convoités), on retrouve les Affaires économiques et financières (la France voudrait qu'il revienne à son candidat, Pierre Moscovici, mais l'Allemagne est contre cette idée), le Marché intérieur (les Britanniques seraient sur le coup) et le Commerce (l'Allemagne convoite cette matière, qui était détenue par la Belgique de 2010 à 2014).

Les Etats membres jouent déjà des coudes pour décrocher le gros lot.

Contenter les «27» (le Luxembourg ayant décroché la palme) sera un véritable casse-tête pour Jean-Claude Juncker. A ajouter à celui du quota de femmes. ■

C.J.

**LA TENDANCE POLITIQUE****Une Commission plus socialiste que la « Barroso II »**

Jusqu'à présent, seuls 17 candidats (sur les 27 postes à pourvoir) ont été officiellement désignés ou tellement cités qu'ils peuvent presque être considérés comme tels. La Commission Juncker est donc encore loin d'être composée, mais il est possible d'en dresser le profil sur base d'une extrapolation. Première conclusion : elle sera plus socialiste que la Commission Barroso II, avec (pour le moment) 33 % de sociaux-démocrates, contre 18 % auparavant. Ce résultat n'est pas étonnant, vu que le nombre d'Etat-membres dirigés par des partis sociaux-démocrates est plus important qu'en 2010. Toujours d'après nos extrapolations, les conservateurs resteraient les plus représentés : 50 %, contre 32 % sous Barroso II.

C.J.

**LES CANDIDATS****Chaises musicales**

Parmi les Etats membres qui ont officiellement présenté leurs candidats (13 pays), l'Allemagne a choisi de représenter le nom de son commissaire sortant (Günther Oettinger, photo du haut, en charge de l'Energie). D'après les rumeurs, la Bulgarie et la Suède pourraient faire pareil, avec Kristalina Georgieva (Aide humanitaire) et Cecilia Malmström (Affaires intérieures). Les autres Etats membres varient les styles. La France a opté pour Pierre Moscovici (photo du centre), ex-ministre de l'Economie et des Finances ; le Royaume-Uni pour Jonathan Hill, leader de la Chambre des Lords ; la Grèce pour Dimitris Avramopoulos (photo du bas), ministre de la Défense ; etc.

C.J.